



Mardi 28 mai - Mobilisons-nous !

Contre le projet de loi de transformation de la fonction publique

Contre les réformes et projet de loi dans l'éducation : projet de loi sur « l'école de la confiance », lycée Blanquer, réforme du bac, loi ORE, ParcoursSup, réforme de la voie professionnelle.

Rassemblement à 12h devant l'Assemblée nationale contre le projet de loi de transformation de la fonction publique et les réformes dans l'éducation

Rassemblement devant le Sénat à 17h30 contre la réforme de la voie professionnelle (jour de lecture de la réforme au Sénat en présence du ministre)

Dans la Fonction publique : Depuis de nombreux mois, en dépit de nos revendications et propositions, nous constatons que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agent-es. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-es, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération (**gel du point d'indice**), **qu'il supprime des postes (120.000 annoncés)**, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et veut affaiblir leurs droits et garanties (**journée de carence**). *Nous nous opposons à la loi dite de transformation de la fonction publique dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour les agent-es et les citoyen-nes que pour l'avenir de la Fonction publique :*

- Menace contre le CHSCT, instance dont les actions sont essentielles dans les domaines de la sécurité, de la santé et de la vie au travail
- Suppression des compétences des Commission Administrative Paritaire en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire
- Recours accru à tous les niveaux au recrutement de contractuel-les, la précarité sera encore aggravée particulièrement avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompu à tout moment. C'est aussi l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées.

Dans l'éducation : La course de fond « éducation » a commencé avec la loi ORE des étudiants pour se poursuivre avec les réformes du lycée et du baccalauréat qui construisent un lycée inégalitaire. ParcoursSup est un outil de tri social et de sélection, qui a laissé des milliers d'élèves sur le carreau en 2018, le bug qui a ouvert la session 2019 n'est en rien imputable aux équipes, mais bien à un outil conçu pour gérer les flux. Puis sortait la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », confiant l'information sur l'orientation scolaire aux Régions, et imposant aux lycées professionnels d'accueillir dans les mêmes classes élèves et apprentis. Puis vint la réforme de la voie professionnelle, diminuant les horaires des enseignements généraux. Ainsi s'empilent **des réformes qui remettent en cause 30 ans de démocratisation**. Les suppressions de postes annoncées, ainsi que les réformes en cours, vont dégrader les conditions de travail, en collège, comme en lycée. Enfin, le projet de loi Blanquer pour **une école de la confiance** qui vise notamment à dynamiser le 1er degré (EPSF, statut hiérarchique de la direction d'école...), est emblématique d'un autoritarisme éducatif bien éloigné de toute confiance-au service d'un projet d'école profondément inégalitaire.

L'intersyndicale éducation CGT, CNT, FSU Ile-de-France, SUD éducation de la Région parisienne se réunira très rapidement après la mobilisation du 28 mai pour envisager les suites. Elle soutient et appelle à amplifier l'ensemble des actions en cours.

